

HOMMAGE AUX «23»

(Le groupe Manouchian-Boczov)

LE 23 FEVRIER

Au cimetière parisien d'Ivry.
Rendez-vous à 10h15 au métro
Porte de Choisy, à 11 h au cimetière

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDE DANS LA CLANDESTINITE EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1144-1145 - JANVIER-FEVRIER 2003

JOURNÉE NATIONALE DE LA RÉSISTANCE LE 27 MAI, JOUR ANNIVERSAIRE DE LA CRÉATION DU CNR

Plus de 250 parlementaires, des centaines de conseillers régionaux, généraux et maires ont apporté leur soutien à la demande d'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance. Une exigence qu'il importe de faire grandir en cette année du 60^e anniversaire de la création du CNR.

Le 13 décembre dernier, Robert Chambeiron, Secrétaire général-adjoint du CNR et président-délégué de l'ANACR, participait à un colloque à l'Assemblée nationale. Nous publions page 8 des extraits de la première partie de son intervention.

FIN 1942 - DÉBUT 1943 : LE TOURNANT DE LA GUERRE



DEBARQUEMENT ALLIÉ EN AFRIQUE DU NORD

Le 8 novembre 1942, les forces alliées anglo-américaines débarquent au Maroc et en Algérie, où elles sont appuyées par la Résistance.

Ci-contre : débarquement américain à Arzew, près d'Oran.

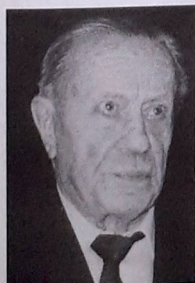
VICTOIRE À STALINGRAD

Du 27 juillet au 18 novembre 1942, la Wehrmacht tente d'enfoncer le front soviétique à Stalingrad, sur la Volga. Le 19 novembre 1942 commence la contre-offensive soviétique. Elle s'achèvera le 2 février 1943 par la capitulation des restes de la 6^e armée allemande.

Ci-contre : les vaincus de Stalingrad défilent à Moscou en juillet 1943



L'ANACR en deuil...



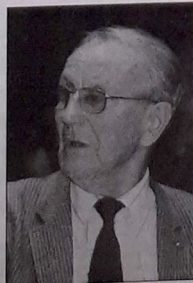
Martial
LAROCQUE
Vice-président
national

Le vice-président Martial Larocque s'est éteint le 2 décembre 2002. Au nom du Bureau National et du Président Chambeiron, Louis Cortot, Compagnon de la Libération, lui a rendu un hommage dont nous publions ci-dessous l'essentiel :

« Martial Larocque, fils d'un commandant de gendarmerie et d'une mère artiste peintre, avait 29 ans quand la France envahie tomba sous le joug de l'occupant nazi, contre lequel il avait combattu en Haute-Alsace depuis 1939, et du régime de Vichy qui va se mettre à son service.

Après des études à la Faculté de Droit de Paris, où il avait notamment obtenu un diplôme d'études supérieures en Droit civil et Droit public, il avait dès l'avant-guerre entamé une carrière juridique qui se révéla particulièrement brillante : avocat stagiaire, attaché un temps au cabinet du Préfet de la Marne, Martial Larocque sera juge suppléant à Reims et à Pontoise, juge d'instruction puis vice-président du Tribunal d'Auxerre. (suite page 8)

Roger
LAPOSTOLLE
Membre du
Bureau
National



Roger Lapostolle n'est plus, terrassé par la maladie à la fin de cette année 2002 durant laquelle il consacra ses efforts à la réalisation des conditions de la tenue avec succès du Congrès national de l'ANACR à Nevers, succès que chaque participant a pu mesurer.

Né en 1925 à Brinon-sur-Beuvron (Nièvre), Roger Lapostolle entra dans la Résistance fin 1943, faisant partie d'un petit groupe de Nevers qui aura à son actif l'attaque de la Feldpost de la ville installée dans l'hôtel Stella.

Bientôt recherché, Roger, après une tentative d'implantation dans le bois de Mauboux, finira par rejoindre, fin février 1944, avec son frère Robert et d'autres camarades, le maquis implanté sous le commandement de Georges Leyton (dit "Socrate") à Four-Vieux. (suite page 8)

LA PLUS GRANDE REVANCHE SUR HITLER : LA PAIX

Dans l'esprit des Résistants revient plus souvent que jamais le souvenir de la Victoire que beaucoup crurent "définitive". Faut-il dire que la fulgurante explosion de joie qui balaya les peuples vainqueurs fut, pour les troupes engagées, chargée d'une lourde gravité : la séparation imminente des frères de combat qui ne se verraient plus que dans leurs souvenirs, et la disparition des hommes et femmes de toutes patries, de toutes conditions et opinions, tombés sur la route de la Liberté.

Il reste que le 8 mai, c'était la Paix ! Enfin ! Il fallut bien sûr l'organiser : création de l'O.N.U., Déclaration universelle des droits de l'homme, UNESCO, etc. L'espoir persistait.

Hélas, l'union des Alliés se démantela. Le sang versé ensemble contre la pire barbarie des temps modernes pesa moins lourd que les idéologies différentes et les égoïsmes nationaux. Chez nous, il en fut de même des Résistants, dont l'union au sein du Conseil National de la Résistance avait pourtant démontré aux Alliés que la France était bien celle du C.F.L.N., présidé par le Général de Gaulle - ce dont lui-même témoigna par la parole, par l'écrit et par son arrivée à Alger.

Très vite, donc, la division balaya le monde. Après bien des années d'incertitudes et de craintes, la dislocation de l'U.R.S.S. et du "pacte de Varsovie" n'y changea rien. Nous le disions en notre Congrès de Saint-Brieuc : des conflits naissent de toutes parts, des micro-nationalismes, des déséquilibres économiques, des violations des droits de l'Homme, alors que "tout être humain a droit à une patrie, toute patrie à la Paix et l'ensemble des patries à la coopération exigée par le fait que tous les hommes sont frères".

Les organisations internationales d'anciens combattants - F.I.R., F.M.A.C., C.I.A.P.G., C.E.A.C., - ont ardemment fait valoir ces convictions. Avec l'U.F.A.C. nous avons proclamé "plus indispensable que jamais... une lutte de chaque instant contre les conflits, l'ignorance, la misère, la maladie, le fanatisme..." et affirmé qu'il n'appartient à aucun Etat, en aucune région du monde, de prétendre plier ses voisins, voire l'O.N.U., au service de ses seuls intérêts.

L'actualité éclaire la nécessité de lutter pour ces idées, ce bon sens, ces principes, seuls dignes de notre époque. Les incitateurs du "Reich de mille ans" - qui en dura... douze - ont fini de façon qui aurait dû convaincre toute l'humanité que la guerre ne peut résoudre les problèmes internationaux : elle n'en a résolu aucun depuis qu'existe la Charte de l'O.N.U. Pourtant des problèmes, souvent sanglants existent sur tous les continents. Alors appliquer cette charte, née du naufrage des crimes hitlériens contre la Paix, aurait apporté au monde ce en quoi Pierre Sudreau voit à juste raison "la plus grande revanche sur Hitler". La France, membre permanent du Conseil de Sécurité peut beaucoup pour que toutes les négociations souhaitables remplacent les pluies de bombes, les attentats, les haines inhumaines ; tels sont nos premiers vœux pour l'an neuf, l'an du soixantième anniversaire de la création du C.N.R. qui, appuyé sur toute notre Histoire, voulait "rétablir la France... dans sa grandeur et dans sa mission universelle". Que ses représentants tiennent bon sur le terrain de la raison, agissent, convainquent ; il n'est pas de plus grande cause que celle de la Paix, pas de plus grand honneur pour un pays que s'y consacrer.

Le Journal de la Résistance

DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Les Amis de la Résistance (ANACR).
- P. 3 : Discussion à l'Assemblée et au Sénat.
- P. 4 et 5 : Il y a 60 ans : le début du tournant décisif.
- P. 6 et 7 : La vie de l'Association. Nos deuils.
- P. 8 : Livres. De la création du CNR à son programme.

LES « AMIS DE LA RESISTANCE (ANACR) » • LES « AMIS DE LA RES

HAUTE-SAONE :

ACTIVITES 2002

Les interventions se sont poursuivies dans les établissements scolaires, à la rencontre de 465 élèves de 21 classes (7 collèges et une maison familiale). La présidente des "Amis", Colette Gaidry présentait le diaporama "Résistance et Déportation" conçu par de jeunes "Amis", et Odile Bogé, présidente départementale de l'ANACR, résistante et déportée, répondit ensuite aux questions des élèves.

Pierre Sudreau, déporté à Buchenwald, est intervenu les 29 et 30 janvier, dans le cadre du Concours de la Résistance et de la Déportation - dont le thème était en 2002 "La connaissance de la Déportation" - devant 450 collégiens et lycéens, dont il a fait les déclarations d'une mission : "créer un monde de tolérance et de paix". Le soir, une conférence publique sur le thème "Le passé et l'avenir", a été l'occasion d'un échange intéressant.

Du 8 au 11 mai, un voyage a été organisé à Buchenwald et Dora pour récompenser 45 collégiens et lycéens, primés au Concours départementale de la Résistance et de la Déportation. Ce voyage, en compagnie d'un déporté, Albert Girardot, se situant après les élections qui montraient la poussée de l'extrême-droite en France, a été pour eux une formidable leçon de civisme. Il forgera des citoyens responsables, vigilants, épris de tolérance et de paix, reprenant ainsi à leur compte le serment de Buchenwald.

Les commentaires des élèves, reçus au retour, montrent l'importance des pèlerinages sur les lieux de mémoire.

Ophélie : "J'ai compris qu'il faut toujours garder au fond de son cœur la force de se battre pour survivre..."

Mélanie : "Marcher sur le même sol où des milliers d'hommes sont morts, où ils ont connu la vraie souffrance, ainsi que la cruauté de l'homme m'a gêné mais, d'un autre côté, ça m'a montré que je devais voir pour faire savoir ce que j'ai vu".

Fanny : "Ce voyage a changé ma façon de penser. J'ai l'impression d'avoir pris dix ans en seulement quatre jours..."

Sophie et Mael : "Ce voyage les a fait réfléchir sur les dangers d'une politique qui légalise, encourage la haine de l'autre, diffère ; on l'a vu par ce voyage : les conséquences sont effroyables, dramatiques... Cela me choque que des gens puissent oublier ou que d'autres osent dire que ce n'est pas la réalité. Il faut lutter contre les fascistes et les racistes".

Lucie : "Pourquoi tant de gens ont voté pour l'extrême droite aux élections présidentielles ? Ont-ils oublié ? Veulent-ils que tout cela recommence ? Ne se rendent-ils pas compte que l'extrême-droite nous mène à la fin de la démocratie et du coup à la dictature ainsi qu'au retour des camps ? Tous les électeurs qui ont voté extrême droite devraient tous se rendre dans les camps, j'espère qu'ainsi ils changeraient d'avis".

Cécile, Angélique et Elif : "C'est à nous les jeunes de continuer à lutter contre le fascisme et l'intolérance... Nous devons rester très vigilants pour que cela ne recommence jamais".

Colette Gaidry étant, depuis un an, secrétaire du Comité pour le développement du Concours de la Résistance et de la Déportation, cela a permis aux Amis de faire introduire un 2^e type d'épreuve pour le devoir individuel au concours, type commentaire de documents, comme au brevet des collèges ou au baccalauréat. Cette nouvelle épreuve annoncée explique que des classes entières ont participé au concours ce qui a fortement augmenté le nombre des participants : 537 élèves en 2002 contre 345 en 2001. Cela a permis aussi de participer pour la 1^{ère} fois à l'organisation de la distribution des prix : des élèves de 2 établissements ayant participé au voyage en Allemagne ont réalisé des panneaux d'exposition sur la visite des camps. D'autres ont lu texte et poème de leur composition.

SAONE-ET-LOIRE :

DEUX MANIFESTATIONS

Cet automne, les comités d'Amis de la Résistance (ANACR) de Lugny-Azé et Montbellet ont organisé deux manifestations.

La première au lycée Gabriel Voisin de Tournus, devant l'ensemble des élèves de terminale, le vendredi 18 octobre : Annie Thénét, Yvonne Borner, présidente de l'ANACR du Rhône, "Guillaume" (Claude Rochat), Lucien Renoud-Grappin et Jean Travaillant, ont animé un débat, après la projection du film "Monsieur Batignoles", ayant pour thème l'engagement. De nombreuses questions furent posées par les jeunes concernant l'engagement dans la Résistance, l'action, les sentiments, les motivations qui furent ceux des intervenants.

Le lendemain, 19 octobre, "Guillaume" faisait une conférence à la salle municipale de Viré. Il parla non pas de la Résistance et de Cruzille, mais de la suite logique de son action résistante : son passage à la sous-préfecture de Chalons, puis son séjour bref à celle d'Albertville (dans un poste occupé avant lui par Jean Moulin, tout de même !).

Avec clarté et concision, il exposa les raisons de son acceptation d'un poste pour lequel il n'était pas spécialement préparé, les principaux problèmes auxquels il fut confronté dans la période difficile de la reconstruction, et avec pas mal d'humour, celui que certains avaient baptisé "le Prince de Chalons" nous décrivit la façon dont il fut proprement "virié". Les résistants n'étant plus utiles ou trop indépendants d'esprit pour une telle fonction !

ISERE :

BILAN ET PERSPECTIVES

Lors de l'Assemblée générale des "Amis de la Résistance de l'Isère, le samedi 16 novembre 2002, Martine Pétters, présidente départementale, a fait une intervention introductive, dont nous présentons ci-dessous des extraits :

Voilà presque 2 ans que le Comité Départemental des "Amis de la Résistance (ANACR)" a une existence légale. Le Journal Officiel annonçait le 18 janvier 2001 la création du comité ayant comme objet de : rassembler, sans distinction politique, philosophique, religieuse ou d'origine et dans l'esprit de pluralisme de l'ANACR, tous ceux qui veulent perpétuer l'esprit de la Résistance, approfondir la connaissance de l'histoire de la Résistance sur le sol national et hors de France, du sens de son combat et de ses faits d'armes, de l'esprit de sacrifice et d'abnégation patriotique des anciens résistants face aux occupants nazis et aux collaborateurs vichystes, honorer la mémoire des combattants de la Résistance, combattre les idéologies d'inspiration fasciste et collaborationniste, la xénophobie, le racisme, le négationnisme, faire partager et transmettre aux générations futures les idéaux communs aux résistants, exprimés par le Conseil national de la Résistance, lutter pour la sécurité, pour l'épanouissement des libertés, pour la souveraineté du pays, pour la paix.

En quelques lignes, c'est toute la raison d'exister des "Amis de la Résistance", ce sont pour ces objectifs que nous voulons faire vivre les "Amis de la Résistance" (ANACR). Certains peuvent penser - c'est vrai d'ailleurs - que d'autres associations ont des objectifs semblables, Ras l'front, le Mrap, la Ligue des droits de l'homme, etc., et s'interroger sur l'utilité des Amis de la Résistance, sur l'intérêt à multiplier ou à disperser les actions.

Mais les "Amis de la Résistance (ANACR)" ont une dimension particulière. Par leur filiation à l'ANACR, ils occupent un terrain qu'aucune autre association n'occupe, ils s'appuient sur la Résistance, son histoire, ses motivations, ses luttes, ses victoires pour analyser les problèmes actuels, mettre en garde, appeler à la vigilance, ils disent que le combat d'aujourd'hui est toujours le même malgré les conditions qui se sont modifiées, le combat des valeurs démocratiques contre celles de l'intolérance, du nationalisme, du néofascisme. Ce qui se passe dans plusieurs pays d'Europe, la résurgence et le renforcement des idéologies racistes, xénophobes, antidémocratiques, néofascistes, l'audience des partis d'extrême droite se réclamant ouvertement de ces idéologies, représente un danger bien réel.

Et comment ne pas revenir sur le 21 avril 2002, où la France reçoit, de plein fouet, le choc violent et brutal de la présence au second tour des élections présidentielles du leader d'extrême droite Le Pen. Heureusement il y aura la réaction de tous les démocrates et d'une grande partie de la jeunesse de France, refusant le fascisme blanc - bleu de Le Pen et de ses acolytes. Le FN et son chef battus, la victoire laisse cependant un goût amer car 14 % de citoyens ont, malgré tout, confirmé leur vote du premier tour (...) Grenoble, ville Compagnon de la Libération, qui avait si bien su il y a quelques années être à l'origine des manifestations anti-FN, avec l'ANACR en tête de pont, infligeant à Le Pen une cinglante "conduite de Grenoble", a, cette fois encore, été à la hauteur de sa réputation, avec une gigantesque manifestation où les Résistants de l'ANACR en première ligne, les "Amis" présents eux aussi bien évidemment, ont rappelé que le passé ne peut se dissoudre dans le brouillard de l'histoire et que la Résistance et son message d'alors restent d'une

brillante actualité et nous appellent plus à une nécessité de mémoire qu'à un devoir de mémoire, élément essentiel de la lutte antifasciste que les "Amis", aux côtés de l'ANACR, poursuivent inlassablement.

Les "Amis" ont pour vocation première de tout faire pour que, le plus longtemps possible l'ANACR vive et, pour cela ils apportent leur aide et leur soutien aux comités locaux et au comité départemental de l'ANACR... (Mais, il faut, partout où il y a suffisamment d'Amis, constituer, aux côtés du comité ANACR, un comité d'Amis organisé et officiel, constitué d'Amis, d'un ou deux résistants ANACR, d'élus, de personnalités. Il n'y a pas d'autre solution ni pour les Amis ni pour l'ANACR, c'est une question de survie... Les "Amis" ont besoin de l'ANACR, ils ont besoin de l'expérience, de la connaissance, de l'engagement, du militantisme des résistants. Ils ont besoin de se faire connaître et reconnaître par les pouvoirs publics (qui confondent encore souvent ANACR et Amis) et pour cela ils ont besoin du soutien actif et sans retenue de l'ANACR...

Au Congrès National de Nevers a été prise la décision de créer en 2003 "l'Association nationale des Amis de la Résistance (ANACR)". Ce qui nous satisfait, car cela permettra une vraie reconnaissance nationale et soutiendra les comités départementaux Amis qui existent, et les aideront à se développer.

320 adhérents dans notre département c'est beaucoup et pourtant cela reste bien en dessous de nos capacités à recruter, à convaincre...

Les Amis ont aussi en charge de collecter, vite maintenant, les témoignages, souvenirs, documents, qui constituent la mémoire vivante de la Résistance (...), afin de pouvoir opposer d'une manière rigoureuse la réalité aux inévitables écrits qui vont fleurir sous la plume des falsificateurs de l'histoire ou simplement de gens mal informés... Que 2003 soit une année consacrée à recueillir auprès des résistants et résistantes le témoignage de leur passé...

Les "Amis" participent aux batailles nationales de l'ANACR et demandent que le 27 mai soit officiellement reconnu Journée nationale de la Résistance. Dans l'Isère nous devons interpeller les élus, maires, conseillers généraux, comme l'a fait la Direction nationale des "Amis" auprès des parlementaires, afin qu'ils se prononcent pour ou contre cette initiative...

Nous avons travaillé - et même beaucoup - particulièrement dans le domaine de la connaissance de la Résistance. L'organisation en mars 2002 du premier Festival du film sur la Résistance a demandé une grande énergie, mais le succès remporté par cette initiative prouve que nous avions raison de nous lancer dans cette aventure. Cela nous a dopés pour recommencer, et du 7 au 11 avril 2003 aura lieu la 2^e édition du festival...

Nous avons besoin de toutes les bonnes volontés pour mener à bien nos projets. C'est à condition d'être créatif, inventif, motivé, et mobilisé que nous ferons de l'Association des "Amis de la Résistance (ANACR)" une association importante, incontournable et considérée, c'est à ce titre que nous arriverons à remplir notre mission, faire qu'aux côtés de l'ANACR, puis après l'ANACR, la flamme de la Résistance reste brillante.

CREUSE :

LE COMITE DEPARTEMENTAL DES "AMIS"

Formellement créé le 2 mars puis déclaré le 13 mars 2002, le Comité départemental des "Amis de la Résistance (ANACR)" de la Creuse a tenu son assemblée générale constitutive le 9 décembre dernier, à la Souterraine en présence du maire de la ville, M. Yves Furet. Participaient notamment à cette réunion Gilbert Coulon, représentant Marc Parrotin, président départemental de l'ANACR, et Jacques Varin, responsable national des "Amis".

Fort de 109 adhérents fin 2002, le nouveau comité départemental bénéficie de l'acquis des comités locaux, tout particulièrement de celui de la Souterraine qui, durant l'année écoulée, présenta des expositions à Saint-Sebastien, Lafat et Chambreraud, organisa une sortie sur les lieux de Résistance, une journée découverte au Mont-Gargan, et au Musée de la Résistance de Peyrat-le-Château, poursuivit le travail de mémoire.

Marc Bonnerat, président départemental des "Amis" et membre associé du Conseil National de l'ANACR, a souligné que : "cette première assemblée constitutive est une étape importante. Il s'agissait d'essayer dans tout le département. La Souterraine a montré l'exemple ; mais à Aubusson aussi, nous avons entrepris la même démarche. Les résistants creusois ont accueilli les "Amis de la Résistance" à bras ouverts. Il fallait concrétiser cette action en créant une association départementale".

Gilbert Coulon réaffirma l'appui donné par le Comité départemental de l'ANACR au développement des "Amis de la Résistance" et l'accord unanime recueilli dans le plus grand nombre de municipalités à l'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance. Puis Jacques Varin rappela le sens profond du combat des "Amis de la Résistance (ANACR)" : la mémoire de la Résistance, l'antifascisme, l'humanisme, la pérennisation de l'action de l'ANACR.

Yves Furet s'est ensuite félicité que la mémoire puisse perdurer auprès des jeunes : "les plus petits témoignages sont très importants. Ils ramènent au quotidien du Creusois lambda qui n'avait pas conscience d'être un héros mais qui a contribué à la préservation des valeurs qui fondent notre société". Il souligna aussi l'importance nécessaire d'un relais nécessaire comme les "Amis de la Résistance" auprès des générations futures.

Puis, après avoir élu à la présidence du Comité départemental des "Amis", Marc Bonnerat, Raoul Vaugelade comme président délégué et Jean Dumonteil, lui aussi membre "associé" du Conseil National, comme secrétaire général, les congressistes déposèrent une gerbe au Monument aux morts.

RENFORCER LES "AMIS"

Edité par les "Amis de la Résistance (ANACR)", ce dépliant est toujours à la disposition des groupes d'Amis de la Résistance et des Comités départementaux de l'ANACR. (A demander au siège national).



Le Général de GAULLE
Fondateur de la
"France Libre"
chef du Gouvernement
provisoire de la République
française (GPRF)
(ici à Londres en juillet 1940)

LES AMIS DE LA RESISTANCE (ANACR)



"Ce sont ceux du marquis, ceux de la Résistance..."



JEAN MOULIN
(dit "Max")
Premier Président
du Conseil National
de la Résistance
Compagnon de la Libération
(associé par
les nazis en 1942)

DISCUSSION À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

BUDGET DES ANCIENS COMBATTANTS, INSTITUTION D'UNE JOURNÉE NATIONALE DE LA RÉSISTANCE LE 27 MAI

Les débats parlementaires lors de l'examen des dispositions du projet de loi de finances concernant le Ministère des Anciens Combattants n'ont pas manqué d'intérêt et leur analyse nous amène à un certain nombre d'observations.

A l'Assemblée Nationale

C'est le 12 novembre 2002 que le budget concernant les crédits du Secrétariat d'Etat aux Anciens Combattants est venu en discussion devant l'Assemblée Nationale. Ce fut l'occasion pour les rapporteurs et les députés des différents groupes d'en souligner les avancées mais bien sûr aussi les insuffisances et notamment pour ce qui concerne les élus de l'opposition de regretter la diminution du budget de 4 %.

Depuis de nombreuses années, les associations de combattants dont l'ANACR se sont élevées contre la cristallisation des pensions des anciens combattants originaires de pays devenus indépendants. Un Arrêt du Conseil d'Etat en date du 30 novembre 2001 avait sanctionné le gouvernement pour refus de revaloriser la pension militaire d'un ancien sergent chef sénégalais engagé dans l'armée française de 1937 à 1959. Cet Arrêt et l'action des associations de combattants ont amené les Pouvoirs Publics, après 40 ans de "gel", à prendre de premières mesures de décapitalisation, et 72,5 millions d'euros sont prévus pour amorcer en 2003 le processus engagé en faveur de ces vétérans d'Outre-Mer victimes de la cristallisation des pensions qui constitue une grave entorse au droit à réparation.

M. Hamlaoui Mekachera, Secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants, s'est prévalu du retour au droit antérieur pour la prise en charge des frais engagés par les anciens combattants à l'occasion des cures thermales et du relèvement de 7,5 points du plafond majorable de la rente mutualiste. De nombreux orateurs, y compris de la majorité, ont regretté que la retraite du combattant ne fasse pas l'objet d'un début de revalorisation et que ne soit pas envisagée concrètement la révision du mode de calcul du rapport constant.

Plusieurs députés ont exprimé leur inquiétude concernant l'Office National des Anciens Combattants (ONAC) notamment concernant la suppression de nombreux emplois au cours des prochaines années dans cette institution dont chacun a reconnu le rôle irremplaçable ; le Secrétaire d'Etat, quant à lui, a défendu le contrat d'objectifs et de moyens adopté à une imposante majorité par le Conseil d'administration de l'ONAC pour les cinq prochaines années.

Le Secrétaire d'Etat d'autre part évoqué l'extension du décret du 13 juillet 2000 à l'ensemble des orphelins de déportés fusillés et massacrés.

Le processus est désormais engagé pour aboutir à une mesure de réparation fondée sur l'équité. Il a paru souhaitable en effet que ce problème ne soit pas traité de manière purement administrative : M. Philippe Dechartre, ancien résistant, ancien ministre du général de Gaulle et de Georges Pompidou vient d'être chargé de conduire une concertation sur ce sujet. J'espère qu'elle aboutira dans les prochains mois.

Combattants de la Résistance

Le Congrès National de l'ANACR qui s'est tenu à Nevers à la fin du mois d'octobre 2002 avait souligné les nombreuses injustices dont ont été et sont encore victimes des résistants, notamment pour une reconnaissance équitable de leurs services. Il avait constaté : " que des milliers de résistants n'ont reçu pour leur engagement aucun titre officiel des autorités de la République ".

On peut regretter que les questions relevant de la défense des droits des résistants, hélas toujours d'actualité n'aient pas eu un écho plus fort lors des débats du Parlement.

Cependant, cette affaire a été évoquée avec discernement par le rapporteur pour avis du budget M. Georges Colombar qui, plus particulièrement pour les conditions d'attribution de la carte de Combattant Volontaire de la Résistance, CVR a déclaré qu' " il serait souhaitable que les réunions de la Commission nationale d'attribution de la carte de CVR soient plus fréquentes pour permettre à chaque dossier d'être examiné dans de meilleures conditions. Par ailleurs, il est dommageable que le titulaire de la Médaille de la Résistance

ou de la Croix de Guerre n'ait pas de droit vocation au titre de Combattant Volontaire de la Résistance. Pour ceux qui ne répondent pas aux conditions d'engagement énoncées à l'article L.264 du Code des Pensions Militaires d'Invalidité et des Victimes de Guerre, il serait souhaitable de décerner le Titre de Reconnaissance de la Nation ou un titre particulier donnant droit à un diplôme d'honneur ".

M. Colombar s'est étonné également que le " Titre de Reconnaissance de la Nation soit toujours refusé aux réfractaires du Service de Travail Obligatoire (STO) alors qu'ils peuvent se voir reconnaître le droit au port de la Médaille commémorative française de la guerre 39/45 ".

La journée de la Résistance

L'institution d'une Journée nationale de la Résistance a été abordée par plusieurs représentants de groupes parlementaires. C'est ainsi que M. Alain Néri déclare : " Il s'agit de reconnaître l'action irremplaçable du Conseil National de la Résistance pour la libération et la refondation de notre pays : n'est-il pas à l'origine... de la création de la Sécurité Sociale ? Le 27 mai devrait devenir Journée nationale de la Résistance... ".

M. Néri a également déclaré : " Nous nous opposons de toutes nos forces à un Mémorial day unique car chaque génération du feu a droit à sa propre journée souvenir ".

On peut noter dans la réponse du Secrétaire d'Etat aux différents orateurs la phrase suivante : " L'accent sera mis notamment cette année sur l'action de la Résistance et le sacrifice de Jean Moulin ainsi que sur les opérations de reconquête des territoires sous le joug nazi comme la campagne de Tunisie, la libération de la Corse, la campagne d'Italie ".

Au Sénat

Bien entendu les mêmes questions ont été abordées lors de la discussion du budget au Sénat mais nous avons noté plusieurs interventions intéressantes, voire remarquables, concernant la Journée de la Résistance.

En premier lieu celle de M. Gilbert Chabroux dont voici un extrait :

" Tous les orphelins de parents déportés, juifs ou non, doivent bénéficier des mêmes droits. Nous attendons en tout cas avec le plus grand intérêt le rapport de la mission qui a été confiée à M. Philippe Dechartre. ".

" Enfin, le problème de ces orphelins m'amène à dire un mot sur la Résistance, en lien avec la politique de mémoire. Nous pensons, comme vous, M. le Secrétaire d'Etat, qu'il faut " susciter l'adhésion des jeunes générations aux valeurs que nos anciens ont défendues dans les conflits du XX^e siècle ". Et il est vrai que " la liberté et la dignité figurent en tête de ces valeurs si nécessaires à notre temps ".

" Ne serait-il pas possible, pour garder vivantes et fortes " ces valeurs, d'instituer une journée nationale de la Résistance ? De nombreuses villes, déjà, organisent des cérémonies, le 27 mai, en souvenir de l'union de la Résistance et du Conseil National de la Résistance. Cette journée nationale permettrait de mettre l'accent sur le rôle de la Résistance et le sacrifice exemplaire de Jean Moulin. Comment entendez-vous, M. le Secrétaire d'Etat, marquer le 27 mai prochain le soixantième anniversaire de la première réunion du CNR ? ".

" Le Secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants a une place à tenir qui est irremplaçable, qu'il s'agisse de la transmission de la mémoire ou de la défense des idéaux républicains. Il s'agit de transmettre les valeurs républicaines et, tout simplement, la devise de la République aux jeunes générations d'une société déstabilisée dans laquelle, hélas ! l'intolérance et les idées extrémistes restent toujours très fortes. Nous sommes tous encore sous le choc du 21 avril 2002. ".

" Ce devoir qui vous incombe - et qui nous incombe à tous - n'exige pas toujours des crédits, mais il y a fait des initiatives et une politique ambitieuse. Ne pensez-vous pas qu'il faudrait créer un véritable partenariat avec l'Education Nationale et sans doute instituer, avec l'aide des maires, une journée d'éducation laissant une très large place à la mémoire,

une journée civique et citoyenne dans les écoles, dans les lycées et les collèges ? ".

Abordant les questions relevant de la mémoire, M. Guy Fischer s'exprima en ces termes : " Abordant... le devoir de mémoire, je voudrais souligner qu'il ne peut être accompli sans dates de commémoration et sans objet défini. Je vous demande donc de faire droit à la demande des résistants en consacrant le 27 mai, date de la première réunion du Conseil National de la Résistance, Journée nationale de la Résistance. Comment mieux célébrer, en 2003, le soixantième anniversaire de cette date historique ? ".

On ne peut passer sous silence, bien qu'elles soient marginales, deux ou trois interventions tendant à instaurer une journée unique du souvenir.

C'est ainsi qu'un sénateur M. Joseph Ostermann a indiqué : " J'ai récemment déposé une proposition de loi visant à instaurer une journée unique du souvenir... " mais pour appuyer sa demande, il prétend que " la multiplication des journées de commémoration induit un risque de brouillage du message " ce qui relève d'une rhétorique bien curieuse dès lors que chaque commémoration permet de rappeler des faits historiques précis desquels peuvent découler d'utiles leçons : par exemple le 8 mai 1945, victoire des Alliés sur le nazisme.

Le Secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants lui-même répliquant à ce parlementaire a souligné : " L'attachement du monde combattant à une journée spécifique pour chaque conflit ".

"Aucune difficulté de principe..."

Il n'est pas sans intérêt de connaître la position exacte du Secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants concernant une journée de la Résistance et le 60^e anniversaire de la création du CNR. Dans sa réponse aux différents orateurs, il a déclaré : " Quant à l'institution d'une journée nationale de la Résistance, je précise à M. Fischer qu'elle ne pose aucune difficulté de principe pour le Secrétariat d'Etat que j'ai l'honneur de diriger. Mais, pour cette date comme pour d'autres, nous pensons qu'il appartient d'abord au monde combattant de s'entendre et non à l'Etat d'imposer ses choix. ".

Il est d'ailleurs évident que nous marquerons avec l'éclat nécessaire l'importance historique de la première réunion du Conseil national de la Résistance, le CNR, le 27 mai 1943 ".

Les débats, tant à l'Assemblée Nationale qu'au Sénat génèrent pour le monde combattant et plus particulièrement pour les anciens résistants des motifs d'inquiétude et des raisons de maintenir notre vigilance, mais ils ont aussi montré un certain nombre d'avancées, ce qui doit nous inciter à continuer notre action avec détermination pour la mémoire, la préservation de la réalité historique et les droits des résistants comme nous en avons pris la résolution lors du récent Congrès national de l'ANACR.

Jacques Weiller

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'UFAC

Les exigences de l'actualité ne nous ont pas permis d'informer nos lecteurs plus tôt sur les travaux de la 57^e Assemblée Générale de l'UFAC qui s'est tenue les 2 et 3 octobre 2002 au Centre Européen de Paris Saint-Ouen.

La réunion annuelle de la grande généraliste du monde combattant qu'est l'UFAC s'est tenue devant 81 administrateurs, 56 délégués des associations nationales et 130 délégués des Unions Départementales (UDAC). Un hommage particulier a été rendu à l'ouverture des travaux à la mémoire du colonel Rol-Tanguy.

Après la séance d'ouverture rassemblant l'ensemble des délégués, le Conseil d'administration a procédé à l'élection des membres du bureau. Il faut noter que les membres du bureau sortant appartenant à la FNACA ont refusé de représenter des candidats en raison d'un désaccord sérieux concernant la date commémorative de la guerre d'Algérie. Les membres de la FNACA demeurent cependant au sein du Conseil d'Administration.

Ce dernier a réélu Jacques Goujat à la présidence de cette fédération qui rassemble 46 Associations nationales et 93 Unions départementales.

Jacques Weiller a été élu secrétaire général adjoint.

Il faut noter que l'ANACR a, au mois de novembre 2002, délégué un représentant dans chacune des Commissions de l'UFAC, à savoir :

- Commission des Affaires Internationales : Henri Planson
- Commission du Civisme et de la Mémoire : Robert Brisset
- Commission de la Communication : Raymond Sauvage
- Commission des Affaires Intérieures et Organisation : Michel Defrance
- Commission de Reconnaissance et de Défense des Droits : Jacques Weiller.

Les responsables de chacune des Commissions réunies lors de l'Assemblée générale ont présenté aux délégués de nombreuses résolutions qui devaient être portées à la connaissance des parlementaires et des Pouvoirs Publics.

Au cours des débats, le Président de la Commission des Affaires Intérieures a précisé que les " Amis de la Résistance " peuvent être accueillis au sein des UDAC selon une appréciation locale par rapport à leur statut.

Exprimant d'une part son inquiétude sur la situation au Moyen-Orient, l'UFAC a d'autre part réaffirmé sa volonté résolue de poursuivre ses efforts pour contribuer à l'établissement d'une paix durable et universelle.

La Commission de Reconnaissance et de Défense des droits a présenté 14 résolutions dont celle concernant les résistants. En voici le texte :

" L'Assemblée Générale de l'UFAC, réunie à Saint-Ouen les 2 et 3 octobre 2002, prend acte de la mise en place de la nouvelle Commission nationale CVR, mais souligne que les réunions de cette instance doivent être suffisamment fréquentes pour que chaque dossier puisse être examiné dans les meilleures conditions et étudié avec efficacité et équité. ".

L'UFAC attache une importance de premier plan, au fonctionnement régulier des Commissions départementales d'attribution des titres qui doivent être en permanence en état de traiter les dossiers déposés.

L'UFAC renouvelle avec force sa demande d'attribution de la Carte du Combattant Volontaire de la Résistance, aux titulaires de la Médaille de la Résistance ou de la Croix de Guerre au titre de la Résistance. Cette mesure s'impose notamment pour les raisons suivantes :

- 1) Le Code des PMIVG admet que la qualité de Combattant Volontaire de la Résistance peut être obtenue sans qu'il soit question de durée ou de date d'engagement, notamment pour les blessés au cours d'un acte de résistance.
- 2) Les titulaires d'une citation homologuée - Croix de Guerre ont de droit vocation à l'attribution de la Carte du Combattant.

Tous les titulaires de la Carte de Combattant Volontaire de la Résistance ou de Combattant au titre de la Résistance doivent obtenir la qualité de Combattant Volontaire.

L'UFAC demande que toute personne ayant prouvé sa participation à la Résistance et ne réunissant pas les conditions exigées pour l'attribution de la Carte du Combattant ou de la carte de CVR reçoive le Titre de Reconnaissance de la Nation.

La reconnaissance équitable des services accomplis dans la Résistance, la défense des droits des résistants sont inséparables du travail de mémoire, du respect de la réalité historique et du développement de l'esprit civique ".

LA VIE DE L'ASSOCIATION

CHARENTE

Le 6 octobre, comme chaque année à l'initiative de l'ANACR et de la municipalité d'Oradour, une cérémonie a été organisée à la mémoire des époux Madeleine et Gustave Normand.

Cette manifestation était présidée par Yves Clément, maire d'Oradour, en présence de Jérôme Lambert député de la Charente, de Frank Bonnet, conseiller général et de nombreux maires et élus des communes voisines. Les organisations d'anciens combattants, de résistants et déportés étaient représentées par leurs présidents accompagnés de 21 drapeaux.

Après le dépôt de gerbes, les sonneries traditionnelles et la minute de silence, le président du comité départemental de l'ANACR, Camille Dognot, rappelait le sacrifice des époux Normand, deux patriotes victimes de la barbarie nazie.

Engagés très tôt dans la lutte contre l'occupant, obligés d'entrer dans l'illégalité, arrêtés à Saintes le 27 mars 1942, Madeleine fut assassinée à Auschwitz le 23 février 1943 et Gustave fut fusillé le 2 octobre 1943. Le président joignait, à cet hommage, les noms de nombreux patriotes arrêtés dans le Ruffécois au mois de février 1943 ; plusieurs furent fusillés et les autres déportés.

LOT-ET-GARONNE

Le mardi 17 décembre 2002, 59 ans après cette tragique matinée de décembre, nous étions très nombreux à apporter notre témoignage de gratitude à nos camarades lâchement assassinés par la Gestapo à la Ragotte.

Ce jour-là, bénéficiant de la complicité d'un épais brouillard et suite à une dénonciation obtenue sous la torture, les soldats nazis investirent par surprise la ferme de la Ragotte où se trouvait, après un parachutage, un groupe de résistants. Après deux heures de violentes escarmouches, les occupants tentèrent de s'enfuir. Georges Dartailh, Paul Gabarra et René Maury furent abattus. Quelques camarades purent s'échapper, d'autres furent déportés. Parmi ceux qui ne revinrent pas, Juliette Bouchet, Auguste Aigron, Yves Estrade, Joseph Liot, Yvette et Jean Ossard. Auguste Aignat, Camille Daunin, Jean Marival et M. Soulagnet, réchappèrent des camps de la mort, mais leur état en disait long sur les souffrances qu'ils avaient endurées.

Parmi la foule qui se pressait autour de la stèle du souvenir, on dénombrait pas moins de 33 porte-drapeaux. M. le sous-préfet et de nombreuses personnalités civiles et militaires honoraient de leur présence cette manifestation du souvenir. Soulignons également la présence d'un officier britannique, des élèves du lycée de Duras et de deux écoles communales voisines qui, après avoir déposé des fleurs, participaient à l'appel des morts.

Un dernier hommage était rendu au président d'honneur du comité de Marmande, André Mouliet, décédé le mois dernier. Pierre Pons, représentant le Bureau départemental, rappelait les espérances qui naquirent en cette année 1943 : l'écroulement de la suprématie hitlérienne, la chute de Mussolini, les débarquements en Sicile et en France, la première réunion du CNR qui réalisa l'unification de toutes les composantes de la Résistance. Il rappelait également le prix à payer pour reconquérir les valeurs républicaines auxquelles nous sommes profondément attachés. Il invitait l'assistance à se souvenir de la fragilité de notre démocratie en prenant comme exemple le résultat du scrutin du premier tour de l'élection présidentielle. Il insistait sur la nécessité du devoir de mémoire et enchaînait sur la " Journée de la Résistance ". Il rappelait que le 27 mai 1943 était une date historique pour la Résistance, et que cette journée non fériée, non chômée, serait uniquement consacrée à développer dans les établissements scolaires les valeurs de la Résistance.

Il consacrait une partie de son exposé au rôle que devaient jouer les Amis de l'ANACR. Il insistait pour qu'ils soient étroitement associés à toutes les actions des comités locaux.

La cérémonie se clôturait par le "Chant des Partisans", l'hymne anglais et la "Marseillaise".

Un vin d'honneur était servi à la mairie de Lévigac suivi d'un repas fraternel.

SEINE-SAINT-DENIS

Le Congrès départemental de l'ANACR de Seine-Saint-Denis s'est tenu le 12 octobre 2002 à l'Espace Paul-Eluard de Stains. Avoient pris à la tribune Mesdames et Messieurs Robert Quint (secrétaire général ANACR 93), Jeanine Cosnard-Simon (Bureau ANACR 93), Michel Colas (responsable Amis du 93), Marie-Georges Buffet (députée, ancien ministre), Robert Clément (président du Conseil général du 93), Michel Beaumale (mairie de Stains), Louis Cortot (co-président ANACR 93 ET Compagnon de la Libération), Simone Bares-Paul (FNDIRP), Azzedine Taïbi (conseiller général), Jean-Gérard Laurichesse (directeur ODAC), le représentant de M. Bonnot (FNACA). On notait aussi la présence dans la salle du colonel Louis Blézy-Granville, président ANACR 93 et Compagnon de la Libération, ainsi que celle de Simone Gillot.

Pierre Guignard, président ANACR de Stains, salua le congrès puis M. Michel Beaumale, maire de Stains adressa ses vœux de réussite aux congressistes. Robert Quint présenta le rapport d'activités mettant l'accent sur la volonté des membres de l'ANACR du département de faire respecter la mémoire de nos camarades disparus afin que soient transmises les valeurs et idéaux de la Résistance contre le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie et la survivance de l'esprit de Vichy.

Nombreuses furent les activités de nos comités au cours de l'année écoulée : 20 octobre à Montreuil (hommage aux 27 fusillés de Châteaubriand), deux jours plus tard, Bagnolet rendait hommage à Jules Vercautren et Pantin à Jules Auffret... Nous étions présents aux cérémonies locales et départementales relatives à la Résistance et à la Déportation.

A signaler à Montreuil, l'émouvante cérémonie (ANACR-FNDIRP) de l'inauguration de l'"Allée des 45.000".

A noter la présence de nos camarades dans les établissements scolaires pour la préparation du Concours National de la Résistance et de la Déportation.

Parmi les exigences de notre association, mentionnons le 27 mai : Journée nationale de la Résistance, l'indemnisation des enfants de résistants, fusillés ou morts en déportation, le respect des droits des anciens combattants de la Résistance.

Jeanine Cosnard-Simon fit le bilan des résultats du Concours national de la Résistance et de la Déportation en 93.

Michel Colas, membre associé du Bureau national, démontra la nécessité de développer les comités "d'Amis de la Résistance" (ANACR), relais indispensables pour la transmission de la mémoire.

M. Laurichesse, directeur de l'ODAC, félicita les anciens résistants présents pour le combat qu'ils mènent et qu'ils poursuivent.

Après l'adoption d'une motion concernant la libération de Papon, les congressistes adoptèrent le rapport moral ainsi que le rapport financier présenté par Georges Duchemin.

Un dépôt de gerbes fut effectué au Monument aux morts de la Résistance en présence du sous-préfet de Saint-Denis, M. Le Deun.

DORDOGNE

Cette année, comme tous les ans, les anciens de la Brigade Alsace-Lorraine se sont retrouvés devant la stèle du jardin public de Périgueux pour commémorer la libération de Strasbourg, qui a eu lieu le 23 novembre 1944.

Ce fut d'abord un dépôt de gerbe au pied de la plaque du collège Michel de Montaigne, où furent hébergés des normands alsaciens et lorrains en 1940. Les participants se rendirent ensuite devant la stèle du parc Aristide-Briand pour y déposer une gerbe rappelant le souvenir de la libération de Strasbourg par les chars de la 2^e D.B.

M. le maire de Périgueux s'était joint à la délégation, ainsi que M. Schmittlin, directeur de l'ONAC, les anciens de la 2^e D.B., les anciens de la Brigade Alsace-Lorraine, l'ANACR était représentée par Roger Ranoux et Yves Bancon, les Médailleurs de la Résistance, diverses associations de déportés et une foule nombreuse comprenant les membres de l'Amicale Alsace-Périgord.

La journée se termina par un repas en commun qui permit des retrouvailles chaleureuses entre anciens réfugiés.

ILLE-ET-VILAINE

L'ANACR d'Ille-et-Vilaine a tenu son assemblée générale le 19 novembre 2002 à Thorigné-Fouillard, avec la participation de Pierre Martin, membre "associé" du Bureau national de l'ANACR représentant la direction nationale, et en présence de plus de 75 adhérents et "Amis".

Après un moment de recueillement respecté à la mémoire de Raymond Le Pen, président départemental, et d'Henri Rol-Tanguy, Jean Rolland donne la parole à Pierre Martin qui rend un vibrant hommage à nos deux camarades sans oublier tous les disparus depuis notre assemblée générale du 17 octobre 2001.

Suite à la lettre adressée au nom de l'ANACR et de l'ARAC au maire de Morlaix, le conseil municipal a décidé de donner le nom de Rol-Tanguy à la place de la gare. A la même demande, la mairie de Rennes a répondu que la proposition passerait devant la Commission de dénomination des rues.

Puis le vice-président départemental rappelle que le budget 2003 des anciens combattants est réduit de 4 % et qu'il n'y a toujours rien pour les résistants, qui restent les éternels oubliés. Il indique ensuite les axes principaux de notre action : la défense des droits, de la paix, l'action envers la jeunesse et l'unité du monde ancien combattant au sein de l'UFAC, notre action pour obtenir que le 27 mai (non chômé) devienne Journée nationale de la Résistance. Notre secrétaire général, Roger Dodin, présente ensuite le rapport d'activité du comité départemental et note que l'ANACR est représentée à toutes les cérémonies toute l'année. Puis André Le Chanu, trésorier, donne connaissance du bilan de l'année écoulée. Quitus est accordé au nom de la Commission de Contrôle par Gilbert Béchard.

André Le Chanu propose que des livres soient offerts pour les bibliothèques des municipalités qui nous reçoivent : Saint-Coulomb l'an dernier, Thorigné-Fouillard cette année. Une discussion s'engage sur la possibilité de réaliser un CD-Rom sur la Résistance en Ille-et-Vilaine, comme c'est le cas dans les Côtes-d'Armor. Il est proposé de créer une promotion Raymond Le Pen pour les adhésions 2003.

Après l'adoption d'une résolution sur le 27 mai et une résolution sur la paix, la nouvelle direction départementale est élue, avec notamment pour président Guy Faisant, pour vice-présidents Jean Rolland, Léa Le Pen, Maurice Lelièvre et Robert Dodin. Puis, après les dépôts de gerbes au Monument aux morts et un vin d'honneur offert par la municipalité, représentée par M. Maurice Lelièvre, adjoint au maire, un repas fraternel clôtura la journée.

LOT

Le comité du Lot de "l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance" s'est réuni le 5 octobre.

L'âge des adhérents qui s'avance a conduit le comité à modifier ses structures par la recherche et l'admission au sein de son Comité directeur "d'Amis" qui assureront la suite des actions de mémoire chères aux anciens résistants.

Après lecture, discussion et adoption des divers rapports statutaires, le Comité directeur a été élu et celui-ci a procédé à la reconduction, à l'unanimité, de son Bureau.

De nombreux intervenants ont demandé des explications ou formulé des suggestions, notamment sur l'attribution de la Carte de Combattant de la Résistance, sur les actions de souvenir et de mémoire, sur l'organisation du Concours de la Résistance.

Après une suspension de séance, successivement ont pris la parole M.M. M. Michot, R. Caminel, co-présidents départementaux, Jean Thouvenin, vice-président national de l'ANACR, et Melle Scorbac, directrice départementale de l'ODAC sur les différents problèmes déjà évoqués.

L'assemblée générale a ensuite adopté, à l'unanimité, une motion relative à la libération de Maurice Papon.

Après la clôture de l'AG, il a été procédé à une remise de décorations, puis le président Caminel et le vice-président national ont fait l'éloge funèbre d'Henri Thiamier, président départemental et d'Henri Rol-Tanguy, président national, récemment décédé. Cette courte cérémonie s'est terminée par une minute de recueillement.

Les congressistes se sont séparés après un repas fraternel.

CÔTES-D'ARMOR

Beaucoup de monde cette année encore devant le Mémorial de la Ple, pour commémorer les combats qui se déroulèrent dans le secteur le 29 juillet 1944.

Une cérémonie pleine d'émotion qui s'est déroulée en présence de Félix Leyzour, vice-président du Conseil général, de Marie-Renée Oger, conseillère régionale, députée, de plusieurs élus de la région et de Jean Le Jeune, président d'honneur de l'ANACR des Côtes-d'Armor, de Thomas Hillion, président départemental de l'ANACR.

Après le dépôt de gerbes, Auguste Le Coënt, au nom des "Amis de la Résistance", lança un vibrant appel à la transmission de la mémoire ainsi qu'au collecte de documents relatifs à l'Occupation et à la Résistance.

Après l'appel des 36 noms figurant sur le monument, Yves Bournot, président honoraire de l'ANACR (secteur Maël-Cahaux-Callac), rappela que cette région du Centre-Bretagne connut de terribles tragédies : les rafles de Callac, Saint-Servais, Locarn, Kergrist-Paule, Plévin, Trébrivan..., le massacre de sept patriotes à Garzonval et tant d'autres crimes commis par les Allemands et leurs complices de la Milice.

Il fit ensuite l'historique de cette journée du 29 juillet 1944 qui vit s'affronter 2000 Allemands et les hommes du bataillon "Guy Moquet", aidés par deux sections de la Cie "Charles" du bataillon F.T.P. "Koenig", par des maquisards de Kergrist et de Locarn, ainsi que par des éléments de la Cie "Ernest Le Borgne", de Callac.

Yves Bournot conclut en appelant au renforcement des "Amis de la Résistance".

PUY-DE-DÔME

Soixante-dix anciens résistants et leurs "Amis" ont assisté le 15 septembre dernier au Congrès départemental de l'ANACR du Puy-de-Dôme. Robert Degre, Président du Comité de Courmon, est désigné Président de séance. On note la présence de Mmes Magand, directrice de l'ONAC, Yvette Breuil, présidente de l'Amicale de Ravensbrück, Micheline Vaillant, des anciens FTFP et du Musée de la Résistance. Simone Bonnet, des "Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation" ainsi que Messieurs Pasciuto, maire de Courmon et Conseiller général, Néri, député, Delmasure, président de l'UFAC, Achard, président de la FNDIRP, Foret, représentant le CODURA, Garnabédien, des FFI et président du Comité du Prix de la Résistance et de la Déportation, Madayre, des "Cadets de la Résistance", Domas, maire de Saint-Bonnet-les-Allier. Raymond Moncorgé, secrétaire départemental de l'Allier et membre du Bureau National représentait la Direction nationale de l'ANACR.

Après la minute de recueillement à la mémoire des disparus, et un hommage particulier rendu au colonel Rol-Tanguy, la parole est donnée à Maria Beligat pour le rapport d'activité. Elle évoque la participation aux nombreuses commémorations, les actions concernant le devoir de mémoire, avec des expositions, des interventions dans les collèges, les lycées et les écoles, la défense des droits des anciens combattants résistants, la lutte pour la reconnaissance du 27 mai, comme journée nationale de la Résistance. A noter la vigilance de notre association face à la renaissance du fascisme : participation avec les drapeaux de l'ANACR à la manifestation protestataire du 1^{er} mai 2002.

Les rapports financiers sont exposés respectivement par Mireille Chalard, pour le département et Jean Juliat pour le journal "Résistance d'Auvergne" ; le projet de motion est présenté par Jean Brunel.

Tous les rapports sont mis aux voix et adoptés à l'unanimité. Puis les congressistes renouvellent le Comité directeur départemental.

Madame Magand, Directrice de l'Office, intervient ensuite sur les droits des anciens combattants et le fonctionnement de l'ONAC dans le nouveau contexte ministériel, puis M.M. Pasciuto, maire de Courmon et conseiller général, Néri, député, et Delmasure, président de l'UFAC, font part de leur solidarité envers notre association. Le président de séance donne ensuite la parole à Raymond Moncorgé, délégué national.

La séance se termine par le Chant des Partisans. Une gerbe est ensuite déposée au Monument aux morts de Courmon, avec la participation de la musique.

ALLIER

Haut lieu de résistance, la Montagne bourbonnaise, et plus particulièrement les communes situées en altitude, ont souffert de l'occupation allemande pendant la guerre 39-45.

Le maquis, installé dans les Monts de la Madeleine et le Massif des Bois noirs, a lutté farouchement, au prix de nombreux sacrifices. Les soldats allemands, basés à la colonie de la Roche, au Mayet-de-Montagne, aidés par la Milice française et les GMR, ont engagé des opérations surprises contre les maquisards. Les populations soupçonnées d'aider ces derniers, ont subi de terribles représailles.

Le bilan a été lourd. Beaucoup de maquisards et de civils ont été arrêtés, internés, torturés, déportés et fusillés. Aussi, pour leur rendre hommage, une journée du souvenir a été organisée par l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance, avec le concours du Souvenir Français, des anciens combattants de la Montagne bourbonnaise et autres régions du département et des municipalités concernées.

La journée a débuté par un dépôt de gerbes à la stèle de "Fayot", sur la commune de Saint-Nicolas-des-Biefs, où Michel Marien, suppléant du député Gérard Charasse, a rappelé le lourd sacrifice des maquisards et résistants. Une même cérémonie s'est ensuite déroulée devant la stèle "Goutaudier", toujours sur la commune de Saint-Nicolas-des-Biefs. Le cortège s'est alors rendu à la stèle de la ferme "Dépalle". Après le dépôt de gerbes, Jean-Michel Bletterry, maire de Saint-Nicolas-des-Biefs, a relaté les événements tragiques du 22 juillet 1944. Les SS, venus du Mayet, avaient arrêté les occupants de la ferme, et déporté le père et le fils Depalle, qui ne sont jamais revenus. La ferme avait été ensuite pillée et brûlée.

La dernière cérémonie de la journée s'est déroulée devant le monument du Gué de la Chaux, élevé à la mémoire des maquisards ou résistants (le plus jeune avait 16 ans), fusillés par les Allemands.

Devant 66 drapeaux, et de nombreuses personnalités de l'Allier et de la Loire, Maurice Chalumeau, président du Comité de Libération du Roannais, a souligné le courage et le sacrifice de ces jeunes qui ont permis à la France de recouvrer sa grandeur et sa liberté. M. Defond, maire d'Arcon, et Roland Moncorgé, secrétaire départemental de l'ANACR, ont fait l'appel des morts qui a été suivi du "Chant des partisans".

Cette journée du souvenir s'est achevée à Châtel-Montagne par un vin d'honneur, offert par la municipalité et au cours duquel Raymond Moncorgé a rappelé le rôle important de la Résistance dans la Libération.

MORBIHAN

Le 11 novembre dernier, il a été procédé à l'inauguration du Mémorial de Lanester en présence du maire, M. Jean-Claude Perron, des autorités civiles, des associations d'anciens combattants et patriotiques et d'une foule nombreuse. Le président de l'ANACR Charles Carnac et le colonel Célestin Chalme étaient présents à la cérémonie. De part et d'autre de la statue sculptée par Daniel Druet, des plaques fixées sur des plans inclinés et disposés en arc de cercle complètent le monument aux morts.

Au total, 361 noms de Lanestériens "morts pour la France" sont gravés dans le granit. Des emplacements restent disponibles pour inscrire les noms des victimes à qui le secrétariat aux ACVG attribuera la mention, en particulier à celles nombreuses des bombardements alliés de 1943 et aussi à celles que l'on découvrira au fil du temps. Ainsi la 362e victime est Léon Le Mouleuc, qui, ayant quitté la région suite à l'arrêt préfectoral d'évacuation du 3 février 1943, avait intégré en zone libre le maquis FTP de Houilles dans le Lot-et-Garonne.

Lors d'un déplacement en Gironde le 28 mai 1944, le maquis est surpris par une colonne allemande. Léon et ses camarades, qui tentent de riposter, sont tués au combat, au lieu-dit La Fillette à Saint-Michel de Castelneau. Ce fait historique est rapporté dans le livre "Mémorial de la Mayenne" et découvert fortuitement par notre camarade Armand Guégan, lors de la lecture de cet excellent ouvrage.

ISÈRE

La conférence organisée par le Comité cantonal ANACR de Pont-de-Beauvoisin et l'Association du Musée de la Résistance pontoise sur le thème "Les jeunes dans la Résistance" a connu un vif succès. Les 500 sièges étaient presque tous occupés par les lycéens et collégiens des établissements pontois et leurs professeurs.

Around du président Bernard Bellemain avaient pris place Alfred Rolland et Alfred Tarelli, deux résistants, Jean Daniel Berger, résistant et auteur de "Pour un essai de guêpes" retraçant l'activité de la Résistance dans la région de Vienne, Frank Pavloff, écrivain et auteur de "Matin brun" et André Boissieu, secrétaire du comité ANACR. Au premier rang du public, Martine Peters, présidente des "Amis de la Résistance".

SAÔNE-ET-LOIRE

Jean-Louis Delorme, commissaire des renseignements généraux, fut affecté au poste de Sennecey-le-Grand pour surveiller les passages à la ligne de démarcation.

Peu enclin à servir le gouvernement de Vichy, il démissionna le 21 septembre 1942 pour entrer dans la Résistance. Premier chef du maquis de Crue (Blanc), il fut grièvement blessé lors d'un engagement contre l'armée allemande le 30 août 1944 et décéda à Clunay le 1er septembre. C'est pour honorer sa mémoire qu'a été dévoilée le 4 octobre dernier une place à Genouilly, en présence du maire Roger Bertrand, de Claude Rochat, président départemental de l'ANACR, d'Henri Mondange, président des CVR, du conseiller régional M. Chevalier et du directeur de l'ODAC, M. Cambrero.

LOIRET

Pendant une semaine, à la "Salle du théâtre" d'Andrézieux-Bouthéon, furent exposées des photos de deux héros morts pour la Libération de la France.

Le 8 octobre dernier, l'inauguration de cette exposition eut lieu en présence de Lucien Neuwirth et la municipalité. Ainsi furent honorés Bernard Bonis, premier responsable du mouvement "Libération" et Roger Lorisson, du maquis Ange, à Pivaudan, Roger Lorisson avait participé au combat de Lérigues et, le 31 août, à Saint-Michel-sur-Rhône, où il fut tué avec d'autres camarades, tous étant sauvagement achevés à la baïonnette. Pour que les jeunes générations se souviennent du sacrifice de ces deux héros auxquels ils doivent leur liberté actuelle, Andrézieux a donné leurs noms à deux rues.

NOS DEUILS • NOS DEUILS • NOS DEUILS

Chaque mois, les comités de l'ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération.

La Direction nationale de l'association et son journal adressent aux familles et amis des disparus, leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Raymond LE PEN (Ille-et-Vilaine)

Né en 1922, Raymond Le Pen, président départemental de l'ANACR d'Ille-et-Vilaine, membre du Conseil National de l'ANACR, membre du Conseil National d'administration de l'ODAC et du Jury du Concours n'est plus. Il participa dès juin 1940 à la récupération d'armes abandonnées par les troupes en retraite. Créateur du groupe de Résistance d'Hennebont, membre du groupe mobile d'Action FTP, il sera lieutenant du 19^e bat. FFI du Morbihan. Arrêté le 21 avril 1944, il s'évade d'un convoi de déportation et participe aux combats de la libération avec 5^e bat. FFI du Morbihan. Engagé pour la durée de la guerre, il intègre le 4^e de rangiers puis le 41^e RI (2^e bat., 5^e Cie). Raymond Le Pen était Chevalier de la Légion d'Honneur, médaillé militaire, médaillé de la Résistance, Croix de guerre 39-45 avec palme, Croix du Combattant Guerre 39-45, Croix du CVR, titulaire de la médaille des évadés, de la Croix des engagés volontaires, de la médaille commémorative guerre 39-45 avec barrette, de la Médaille de la Reconnaissance de la Nation.

Marcel BALUSSEAU (Charente)

Marcel Balusseau avait difficilement supporté la défaite de 1940. Dans la nuit du 27 juin 1941, avec 4 autres jeunes, il parcourut les rues de la ville, tapissant façades, portes et chausses d'inscriptions à la gloire des Alliés et d'insultes contre l'occupant. Malheureusement, les Allemands, aidés par quelques gendarmes collaborateurs, retrouvèrent les audacieux et les conduisirent à la prison d'Angoulême. Après un simulacre de jugement, Marcel épousa de 6 mois et 14 jours de prison. Il fut libéré le 14 février 1942, lui et ses compagnons ayant réduit à tout instant d'être désignés comme otages. Retenue au STO, il réussit à échapper à la menace de la déportation.

L'ANACR de Charente a été aussi endeuillée par la disparition de Roger THIBAUD, résistants et maquisard FTP, et par celle de Jean-Louis DUMAS.

André MOULIET (Gironde)

Entré à l'Organisation Civile et Militaire par l'intermédiaire de Maxime Bloch-Masquart et de Jacques Piette, André Mouliet, vice-président départemental de l'ANACR, décéda à 32 ans en novembre 2002, après avoir été, au début de l'OCM, pour le Lot-et-Garonne et la partie non occupée de la Gironde rattachée à ce département. A partir de 1943, il devint agent de renseignement pour divers groupes de résistance, dont le réseau Hilaire-Buckmaster. Il participa le 23 août 1943 à la réception du parachutage de Saint-Antoine-du-Queyret, après avoir préalablement eu connaissance du message de Londres "Jacqueline a une robe rouge". Il est aussi à la réception de l'agent du SOE britannique "Annette". Le 4 janvier 1944, c'était le parachutage de Créon-d'Armagnac et la venue d'Arnaud et d'Anne-Marie Wallers, du SOE. Puis les parachutages dans la tourmente à Saint-Léger-de-Vignague et à Birac, avec le commandant Hugues. Après la Libération, il combattit avec vigueur pour faire reconnaître les titres de ses camarades. André Mouliet était titulaire de la Croix du Combattant, de la Croix du CVR et de la médaille de la Résistance avec rosette. L'ANACR de Gironde a déploré aussi la disparition d'André BELLOC, ancien de la classe 42, réfractaire au STO, de Jean SUDREAU, déporté par les Nazis après avoir tenté de rejoindre les FFL via l'Espagne, de Jean BALAYRE.

Marcel ALLAIN, Michel DENISSE (Seine-Saint-Denis)

Né à Paris, Marcel Allain travaille à la Courneuve lorsque la guerre se déclare. Novembre 1943: il se "plaque" à Naizin (Bretagne) pour éviter le STO, et rejoint la Résistance sous le nom de "Manu". Février 1944: il est adjoint au commandant FTP du secteur comme lieutenant et participe à de nombreux coups de mains contre les troupes allemandes. 30 avril: il est arrêté, torturé... c'est la Citadelle de Port-Louis, puis la déportation (Neuengamme près Hambourg) et l'affectation au commando de Bismé. Fin avril 1945: les Allemands le libèrent alors qu'il est au camp de Sandbostel. Marcel Allain, décédé le 22 juillet 2002, était Officier de la Légion d'Honneur et Croix de guerre avec palmes.

Michel Denisse, disparu en septembre dernier, né à Cambrai en 1920, rejoint le 4^e Régiment de travailleurs marocains. Il participe à la campagne d'Italie (22/11/1943, 22/07/1944 et est intégré à la 1^{re} Armée (général de Lattre de Tassigny) jusqu'au 8 mai 1945. Son courage fut récompensé par deux citations à l'ordre du régiment 14/07/1944 et 15/06/1945. De 1988 au 18 juin 2002, il est vice-président du Conseil départemental de l'ODAC (93). Il était Chevalier de la Légion d'Honneur.

Robert ANTILOGUS (Vaucluse)

Né le 8 juin 1919 à Marange-Silvange (Moselle), expulsé de Lorraine en 1940, se réfugia avec toute sa famille à Vailly-la-Romaine. Après le dissolution de l'Armée d'Afrique, il est convoqué par le STO. Réfractaire, il rejoint le maquis Vasio avec ses frères. Sergent-chef de la 4^e section, il participera à de multiples actions. Il assume la présidence de l'amicale ANACR des Anciens Résistants de Vailly-la-Romaine jusqu'en 1999, malgré la maladie, avec modestie et dévouement. Il était titulaire des Croix du combattant et de CVR.

L'Association déplore aussi la disparition d'Edouard JEAN, René AUGUET (déporté), Robert CHAVE, Fernand ARMAND, Auguste JACOB, Emile RIGAUD, Melchior PADILLA, "ancien guéillero" et Roland PECOUT, qui se sont illustrés par leur courage lors des combats du maquis Vasio.

Serge COMBRET (Loire)

Serge Combrat "Bimbel" puis "Hoche" dans la clandestinité, Serge Combrat, né en 1916, le 16 août, avait été expulsé du lycée Audemeron à Thiers (Puy-de-Dôme) en octobre 1942 pour "agitation étudiante". Entré dans la Résistance active début 1943 au sein du Front National - FTPF, comme agent de liaison, il participa à différentes actions jusqu'à la libération de Thiers - dont il anima le groupe FUIP - le 25 août 1944 durant laquelle il fut blessé. Serge Combrat exerça des responsabilités dans plusieurs comités départementaux de l'ANACR et devint membre du Conseil National en 1982. Il fut membre du Bureau national de 1986 à 2002 et était Chevalier de la Légion d'Honneur.

Aimé Puisseant PAGANON (Isère)

Fin 1943, à l'âge de 16 ans, il participa à la naissance de la Résistance à La Buisserotte. Quelques camarades se sont rapidement rattachés au groupe Bayard III, puis au 3^e bat. des FTPF. Aimé Puisseant Paganon, alias Henri Poyet dans la Résistance, a participé à de nombreuses actions contre les forces ennemies: sabotages de lignes de gare de triage de La Buisserotte, sabotages d'usines travaillant pour l'ennemi, enlèvement d'un poste de contrôle allemand à l'entrée de Grenoble Nord, etc. Il participa aux combats de Gières pour la libération de Grenoble, puis à la libération de Romans et de Lyon, aux opérations dans le secteur du Briançonnais. Il était titulaire de la carte de CVR, et décoré de la Croix de Guerre.

Louis PERION (Finistère)

Né en 1911, Louis Perion, instituteur à Baud (Morbihan), était un homme de la Résistance (Front National). Il fut arrêté à la gare de Carhaix par la gendarmerie française, le 12 mars 1941. Emprisonné à Carhaix, puis à Quimper et à Versailles, interné à Aincourt, puis à Voves (Eure-et-Loir), il s'évada le 6 mai 1944 et gagna Paris. Après avoir été nommé responsable du Front National dans le Loiret, il revient à Paris. Membre du Bureau National de l'ANACR durant de nombreuses années, secrétaire général du comité de Finistère puis président d'honneur, secrétaire adjoint du comité de Brest et président d'honneur, membre honoraire du Bureau national, il était médaillé de la Résistance.

Roger CAMINEL (Lot)

Né en 1921, très jeune, Roger Caminel s'engage dans la politique et dans le syndicalisme agricole. A l'âge de 20 ans, il s'engage dans la Résistance. Il est l'ami et le collaborateur de Jacques Chabanol, et anime la Résistance dans le sud du département. L'occupant tente de le capturer sans succès, mais arrêté son père qui meurt en déportation. Il assure de nombreux sabotages, dirige des commandos, installe des caches d'armes. Il était devenu co-président du comité du Lot il y a moins d'un an au décès d'Henri Thiamier.

Maurice MONOWICZ, Pierre BURY, Robert CLUZAN (Val-de-Marne)

Ancien combattant des Forces Françaises Libres, Maurice Monowicz avait répondu dès le 18 juin 1940 à l'appel du général de Gaulle. Titulaire de plusieurs décorations, il fut l'ancien président des AFL. Il était président d'honneur de l'ANACR 94, vice-président de l'ANACR de Vitry.

Pierre Bury, décédé à 77 ans, entra en résistance dès l'âge de 17 ans au sein du Front national (le vrai). Agent de liaison, puis combattant à la Libération, il était membre du Conseil départemental. Robert Cluzan, décédé à 87 ans, participa comme engagé volontaire à la guerre 39-40 comme officier; Croix de Guerre à l'ordre du régiment et de la division. Dès le début 1943, il rejoint la Résistance Nord et participe à de nombreuses actions, aux combats de la Région parisienne, sur les poches de l'Atlantique, ce jusqu'en Allemagne.

L'ANACR du Val-de-Marne a été aussi endeuillée par la disparition de Jean-Louis JONIS, déporté à Nîty à la vie de l'ANACR, de l'UFAOC dont il fut président pendant de longues années, ainsi qu'au bureau départemental de l'ANACR 94.

Gilbert LAVERNY (Lot-et-Garonne)

Gilbert Laverney est né le 9 juillet 1920 à Condom (Gers). Fils de cheminot, il devint cheminot lui-même. Il fut arrêté et interné au camp de Buzet-sur-Baise, le 2 décembre 1940 pour avoir reçu des tracts de la Jeunesse Communiste. Condamné à six mois de prison, le 4 février 1941, par le tribunal militaire de Toulouse et radié de la SNCF, il est libéré le 21 juin 1941 et doit effectuer huit mois de chantier de jeunesse au camp disciplinaire n° 40, à Murat dans le Cantal. Requis pour l'Allemagne le 21 mars 1943, il arrive à Breslau. Malade, il est rapatrié et rejoint le maquis qui se constitue à "Lafille" près de Casteljaloux. Ce maquis, le groupe Maurice, deviendra FTPF, et Gilbert Laverney rejoindra le maquis de la Torgue près de Varès-Tonneins, en juillet 1943. Le 12 janvier 1944, les maquisards de la Torgue se déplacent dans la forêt landaise près de Allons. Gilbert participe à de nombreuses opérations du bataillon FTP "Arthur", notamment en février 1944 pour désemparer le gros de Daniel affecté par 180 GMR et miliciens, la libération de Allons et Saumignan, de Houillès, et de Casteljaloux... Il sera affecté courant juillet 1944 au service des liaisons et renseignements. Après la libération d'Agen, il sera réintégré à la SNCF où il termina sa carrière de cheminot.

Darno MAFFINI (Garibaldiens / UGEVRE)

Né en 1908 à Crémone (Italie), il entra en France le 28 octobre 1922, jour où Mussolini entamait sa marche sur Rome, qui devait conduire à l'établissement de la dictature fasciste. Sensibilisé dans sa jeunesse aux idées socialistes et anarchistes, il devint communiste et militant syndical des "cours et peaux" dans l'entre-deux guerres. En janvier 1942, il rejoint les formations "garibaldiennes" de la Résistance des 11^e et 12^e arrondissements de Paris. Actif dans les groupes armés de la MOI, distribuant la presse clandestine, participant à des transports d'armes, Darno Maffini, sur les instructions du Parti Communiste, regagna en mars 1943 son pays d'origine. Au sein des "Groupes d'Action Patriotique", il organisa les combats de la libération de Vêronne les 8 et 9 septembre 1943 contre les troupes allemandes. Blessé, arrêté, emprisonné près d'Innsbruck (Autriche), il s'évade et, de retour à Vêronne, y devient membre du Comité National de Libération. En novembre 1943, il rejoint le "Corpo Volontari Delta Libertà" dans le secteur du lac Majeur, et commande un bataillon des "Formations militaires Lazzarini", qui s'affronte aux forces allemandes et aux forces fascistes, notamment la "X.MAS" de Borghese. L'Italie libérée, Darno Maffini est envoyé en France le 30 avril 1944, afin notamment d'organiser l'évasion de soldats italiens - prisonniers des Allemands - astreints à travailler sur le mur de l'Atlantique. Avec le grade de lieutenant FFI, affilié au Front National clandestin, commandant de la 47^e section des "Garibaldiens", composée d'Italiens, il participa à la libération de Paris, combattant place de l'Opéra, devant la préfecture de Police, et Place de la République, où il fut grièvement blessé. Président des "Garibaldiens" et de l'UGEVRE jusqu'à la fin de sa vie, il était Officier de la Légion d'Honneur, titulaire des Croix du Combattant et de CVR, Commandeur de l'Ordre de la République Italienne.

Eugène DEVRANT (Morbihan)

Né le 18 avril 1917 à Broons dans les Côtes-d'Armor, Eugène Devrant effectue son service militaire en 1937 dans le 13^e dragon. A la déclaration de la guerre, il est mobilisé et participe en juin 1940 aux batailles de Gembloux et à la défense de la poche de Dunkerque, à Malo-les-Bains. Pour ces faits, il reçoit la Croix de Guerre. Ayant rejoint la Résistance dans les Côtes-du-Nord, il participe, après le débarquement de juin 1944, à diverses opérations et est promu lieutenant dans les FTPF. En août 1944, il est sur le Front de Lorient et combat à Erdevén jusqu'à la libération.

Georges LEVRIER, André COINTET (Ain)

Georges Levrier (dit "Zozio") grande figure de la Résistance, vient de disparaître le 11 novembre 2002. Il participa avec son frère André ("capitaine Lévèque") à la mise en place du bureau de Marianne sur le socle de la statue d'Edgar Quinet à Bourg. Toute sa vie, fidèle aux valeurs de la Résistance, il fut membre du Bureau départemental du Groupement des Résistants et de celui de l'ANACR. Il était titulaire des Croix du Combattant et de CVR.

Yvan BUSSET, Marcel REGNER (Dordogne)

Décédé à 79 ans, Yvan Busset devint en 1943, avec son père Justin, "légat FTPF", sous le commandement de Gaston Naboulet alias "l'Anctère". Ils participèrent à diverses missions ou parachutages. Juin 43: Yvan rejoint le groupe FTP Gardette sous le pseudonyme de l'ennemi, notamment aux Rivières Basses, au début juin 44, il rejoint le groupe FTP "Kar" et le détachement Femandel, stationné au village des Piles. Il sera le premier à rencontrer les blindés allemands venus attaquer et détruire le village. Lors de cette attaque, son père Justin fut tué, sa grand-mère grièvement blessée par un éclat d'obus, leur maison incendiée. Marcel Regner combattit dans le groupe "Mercedés" de l'A.S. d'abord en Dordogne puis, après la signature d'un engagement pour la durée de la guerre, sur le front de la Rochelle.

Le Comité ANACR de la Dordogne a aussi été affecté par la disparition de Paul CLERGEAT, ancien du "groupe François 1^{er}", qui poursuivit le combat jusqu'à la victoire, ainsi que par celle de Jean MOIGNE, ancien secrétaire du comité de Sarlat.

Jean CAPIEVIC (Rhône)

Décédé à 79 ans, Jean Capiévic avait été en 1940, aux côtés de Gilbert Brustlein, et avec sa compagne Madeleine Pefferkorn, l'un des jeunes des Mamelles de l'O.S. Il participa à Paris à de nombreuses attaques contre l'armée allemande. Capitaine FFI lors de la libération de Paris puis de la liquidation de la "poche de Royat", il sortit sous-lieutenant d'infanterie de l'école de Saint-Maixent, puis fut promu lieutenant. Il fut maire communiste de Vaux-en-Velin de 1977 à 1985. Il était titulaire du Mérite National, de la Croix des Engagés volontaires.

DE LA CRÉATION DU CNR À SON PROGRAMME

Dès le départ, la plupart des résistants ont exprimé l'idée que la France, une fois libérée, devrait être profondément renouée. Dans la presse clandestine, notamment à partir de 1942, on trouve cette interrogation, récurrente, véritable leitmotiv : **"On veut bien se battre, on veut bien mourir, mais on veut savoir pour quoi. Pas question de laisser revenir sur le devant de la scène politique, les hommes et les forces qui ont conduit la France au désastre et à l'humiliation"**.

Il y a, chez tous les résistants, une exigence forte de changement, mais il faudra attendre la création du Conseil national de la Résistance, le 27 mai 1943, pour que cette exigence devienne cohérente et prenne une dimension nationale.

Dans la lettre qu'il fait lire par Jean Moulin, lors de la réunion constitutive du C.N.R., le général de Gaulle écrit : **"La création du Conseil National de la Résistance est un acte essentiel pour la France"**.

Essentiel, il l'est, en effet. Non seulement le C.N.R. réalise le vœu de de Gaulle, unit toutes les forces qui résistent en métropole, mais en même temps il scelle l'union de toutes les forces - celles de l'intérieur et celles de l'extérieur - qui poursuivent le combat commun pour la libération et la rénovation du pays. **La France entière est derrière de Gaulle**. On connaît les conséquences qu'eut au plan international l'émergence du Conseil National de la Résistance. Les Américains - qui la contestaient - durent reconnaître la légitimité de de Gaulle, qui pouvait désormais parler au nom de la France. En même temps fut écarté le projet américain de placer la France libérée sous administration militaire (AMGOT), ce qui aurait constitué une entrave inacceptable à l'exercice de notre souveraineté nationale.

Je me souviens d'une conversation que j'eus un jour avec le général Simon, alors chancelier de l'Ordre de la Libération, au cours de laquelle ce dernier me dit : **"J'étais dans le désert africain, lorsque j'appris la création du CNR. Ce jour-là, j'ai compris que nous ne serions pas les mercenaires d'un pays même allié, mais les soldats de la France"**.

Puis-je rappeler, à ceux qui n'en seraient pas convaincus, que le général de Gaulle n'a jamais trouvé qu'il y avait antinomie entre le 18 juin et le 27 mai. Ce sont deux grands moments de la lutte nationale et, dans ses *"Mémoires"*, le général écrit : **"avant le 27 mai, il y avait DES résistances, après le 27 mai, il y eut LA Résistance"**.

Les discussions dans un monde en mouvement

Le pluralisme de la Résistance rend, certes, difficile, l'accord sur un programme commun à toutes les parties en cause. Et l'on ne pouvait imaginer une décision qui eût été prise autrement qu'à l'unanimité qui, pour l'époque, était la forme la plus achevée de démocratie. Mais la réalité politique et sociale dicte les choix.

L'attitude des principales forces politiques et sociales, face au combat patriotique, conduit les résistants, quelle que soit leur origine, à des réflexions et des positions communes. Ainsi, ils sont confrontés à la fois aux occupants nazis mais aussi au gouvernement français de collaboration de plus en plus dictatorial, appuyé sur les droites antirépublicaines et les organisations fascistes.

L'antifascisme, le combat pour la République,

donnent une dimension essentielle de la lutte nationale, et la collaboration républicaine et démocratique est largement dominante dans la Résistance.

Le déroulement concret des luttes résistantes éclaire les problèmes sociaux essentiels. Car les *"notables"*, les cadres de l'Etat, les détenteurs du pouvoir économique, les *"trusts"*, selon l'expression de l'époque, sont, d'une façon globale, restés passifs ou se sont précipités dans la collaboration. Soit pour des motifs idéologiques - la haine de la République et du peuple, soit par ambition - il y avait, disait-on plus d'ailleurs dans les couloirs de l'hôtel du Parc à Vichy que sur la mer et surtout dans la France libre, ou par esprit de lucre, en participant au pillage de la France avec les nazis.

Au contraire, c'est dans le peuple, en premier lieu dans la classe ouvrière, la seule, écrivait François Mauriac, **"à être restée fidèle à la France profanée"**, que réside la force vive de la Résistance. Les manifestations populaires, les grèves, le refus massif du travail obligatoire, le passage de plus en plus fréquent à la lutte armée, lui donnent une dimension de masse et son dynamisme. L'idée s'impose, y compris dans les milieux résistants conservateurs, qu'une véritable renaissance nationale dépendra du rôle et de la place qu'y prendront les travailleurs.

Alors que se déroulent, en France, les premières discussions sur la forme et le contenu du programme du C.N.R., le général de Gaulle, à Alger le 3 novembre 1943, lors de la séance inaugurale de l'Assemblée consultative provisoire, qui est en quelque sorte le Parlement de la Résistance auprès de la France libre, prononce un discours capital qui ne semble pas avoir retenu suffisamment l'attention de ceux qui ont vocation d'enseigner l'histoire et d'en faire connaître la vérité. Écoutons ce qu'il dit :

"Les hommes et les femmes qui, en dedans ou au dehors de chez nous, imaginaient que la France, une fois libérée, retrouverait la même figure politique, morale et sociale qu'ils ont connue naguère, commettraient une erreur complète. La France aura subi trop d'épreuves et elle aura trop appris sur son compte et sur le compte des autres pour n'être pas résolue à des profondes transformations. Elle veut faire en sorte que demain la souveraineté nationale puisse s'exercer entièrement sans les déformations de l'intrigue et sans les pressions corruptrices d'aucune coalition d'intérêts particuliers".

Et le général de poursuivre :

"La France veut que cesse un régime économique dans lequel les grandes sources de la richesse nationale échappent à la Nation, où les activités principales de la production et de la répartition se dérobaient à son contrôle, où la conduite des entreprises excluait la participation des organisations de travailleurs et de techniciens dont cependant elle dépendait. La France veut que ses biens profitent à tous les Français, que chaque homme et chaque femme soit assuré de vivre et de travailler dans des conditions honorables de salaires, d'alimentation, d'enseignement et de loisirs".

Le Général de Gaulle - qui a compris le message que lui avait adressé la Résistance - exprime les mêmes exigences que l'on trouvera dans le Programme du C.N.R., dont nous reparlerons.

Robert Chambeiron

LIVRES • LIVRES • LIVRES

AU DELÀ DE TOUTES LES FRONTIÈRES

Par Pierre Sudreau

En 1991, Pierre Sudreau, co-président de l'A.N.A.C.R., publiait l'ouvrage ainsi titré. Nous avons évoqué la Résistance de Pierre Sudreau, très jeune et très proche ami de Saint-Exupéry, son internement, sa déportation. Nous avons en son temps salué l'amitié, l'affection sans concession que porte Pierre Sudreau à ses camarades de la grande époque, même à ceux dont il ne partageait pas du tout ses opinions. Ainsi, fait-il de Marcel Paul un élogé d'un chasseur particulièrement. Et nous n'avons pas manqué de rapporter en son temps les quelques lignes, admirables comme leur simplicité, dans lesquelles il raconte qu'arrivant à l'Assemblée Nationale où il vient d'être élu, il aperçoit de l'autre côté de l'amphithéâtre son cher camarade de déportation Guy Ducoloné, qui siège "à son opposé". Les deux se tombent dans les bras devant tous leurs collègues stupéfaits. Magnifique symbole ce que fut la Résistance et de ce qu'elle a fait de l'A.N.A.C.R., Pierre Sudreau étant d'ailleurs au premier rang de cette action.

Mais voici que notre président publie une deuxième édition de l'ouvrage, avec quelques modifications et enrichissements. Quelques phrases permettent de caractériser les réflexions de l'auteur. Par exemple : "Les problèmes planétaires s'accroissent, s'accroissent, provoquent des interactions dangereuses : expansion démographique, diminution et pollution des ressources, la faim et la misère faisant cortège, impulsions traditionnelles de la guerre avec l'environnement toujours menaçant de 25000 charges nucléaires, sans même évoquer la prolifération des bombes atomiques "artisanales". La générosité de notre ami ne perd aucune occasion de s'exprimer, mais la crainte est toujours présente : comment organiser le monde ? Qu'est devenue l'O.N.U. ? Quelles craintes peuvent nourrir tous ceux qui attendaient un réveil de l'esprit de 1945 dans la création du T.P.I. (problème absolument de même nature). La reproduction d'un discours que Pierre Sudreau prononça à l'Assemblée le 17 avril 1980 pose encore de façon tragique ces questions, tout en ne perdant pas espoir. On peut lire, par exemple : "Dans l'art de tuer, l'ingéniosité n'a plus de limites. Des fusées nucléaires, dont l'emploi n'était prévu qu'à travers un protocole rigoureux, on va passer allègrement, à la miniaturisation, à des obus et même à des grenades atomiques... Nous avons le devoir d'œuvrer inlassablement pour l'avenir de nos enfants, pour l'avenir des jeunes générations et de l'humanité. Je ne puis croire que nos collègues, quelles que soient leurs opinions, se refusent à regarder en face la situation mondiale. Les retombées atomiques ne feront pas le choix entre ceux qui sont de gauche et ceux qui sont de droite... Permettez-moi de jeter à la face de tous ceux qui, consciemment ou non, poussent à la guerre, cette réflexion de notre cher et vieux Boileau : "On peut être un héros sans ravager la terre".

Propos tenus il y a plus de 20 ans, mais de quelle actualité !

(Éditions Odile Jacob - 22 €)

"MA TRAVERSEE DU SIECLE"

Par André Tollet

En notre numéro du mois de janvier-février 2002, nous évoquions comme il convenait la mémoire d'André Tollet, qui malheureusement venait de nous quitter.

Vient de paraître une plaquette de grand intérêt, rédigée par le journaliste Claude Leconte à qui André raconta longuement ses souvenirs.

Le rédacteur a su conserver avec talent le ton qui convenait à l'évocation de toute une vie d'ouvrier parisien, alliant souvent la gouaille à l'analyse sérieuse, à la gravité quant il s'agissait de rappeler des désaccords avec certains responsables des organisations politiques ou syndicales dont il fut un dirigeant éminent (membre du secrétariat confédéral de la Confédération Générale du Travail), et sachant dire l'émotion qu'il éprouvait encore à la pensée des heures terribles mais exaltantes qu'il connut comme président du Comité Parisien de Libération. La franchise est toujours là, comme elle le fut dans toute une vie militante, combattante, en prison, en clandestinité, en fonctions officielles... Ne prenons qu'un exemple. Certains - amis ou adversaires politiques et syndicaux - seront surpris par quelques passages. Ainsi, à quelques lignes de distance, peut-on lire l'exposé motivé de son admiration pour Benoît Frachon, secrétaire général de la C.G.T. et ces mots inattendus de qui le connaissait peu : "...J'ai été impressionné par de Gaulle. C'était quand même un sacré homme". Et suit la très brève évocation de la réception de Churchill à l'Hôtel-de-Ville de Paris : "Quelle revanche !"

Mais ne déformons pas l'ensemble du récit, où l'on trouve évidemment souvent cités l'A.N.A.C.R. et le Musée de la Résistance Nationale. Donnons plutôt envie de le lire en citant la dernière phrase. Juste avant l'insurrection de Paris, André tomba sur un barrage allemand en pleine nuit. Les coups de feu ne le touchèrent pas. Aux amis qui l'attendaient avec angoisse, André répondit de façon qui reconnaîtrait tous ceux qui l'ont bien connu : "Je m'en suis sorti comme toujours par une plaisanterie. Je leur ai expliqué que j'avais éteint ma lanterne, rebrousse chemin et parti en zigzag si bien que quand les Allemands tiraient dans le zig, j'étais déjà dans le zag". Dernier mot : une postface émouvante de son fils, Daniel.

(Éditions V.O. 15 €)

VIENT DE PARAÎTRE

LES CHEMINS DE LA RÉSISTANCE À BOLLÈNE

Édité par les "Amis de la Résistance (ANACR)"

223 pages - 20 €

Chez Charles Monier

832, ancienne route de Saint-Paul - 84500 BOLLÈNE

REVUE DE LA RÉSISTANCE

Le N° 8 est paru

"Le Travail de Mémoire"

Le n° : 6,5 € - Abonnement annuel : 23 €

ANACR - Jean Ooghe,

avenue de l'Espérance

40140 - SOUSTONS

L'ANACR EN DEUIL... MARTIAL LAROCQUE (SUITE DE LA PAGE 1)

C'est dans ce département de l'Yonne - au cœur de la zone occupée - que Martial Larocque va rejoindre en 1942 le mouvement "Libération Nord", un mouvement de Résistance dont son père, Raphaël Larocque, était alors le responsable pour toute la vallée de Montmorancy, avant de devenir en 1944 - avec le grade de colonel - le commandant FFI de tout cette région ; sa mère, Berthe Larocque, étant membre du même réseau.

La botte de l'occupant qui souille le sol national, la chape de plomb qui étouffe toute expression démocratique, la brutalité de la répression qui frappe la Résistance icanaise, la justice asservie et bafouée ne pouvaient que révolter Martial Larocque et le conduire à s'engager dans la lutte contre le fascisme oppresseur. Et en 1944, il va participer aux combats de la Libération au sein du groupe 405-1 des F.F.I.

La libération acquise, Martial Larocque devient cette même année 1944 secrétaire général de la Première présidence de la Cour de Cassation, et par là même secrétaire du Président de la Haute Cour de Justice qui jugea Pétain, Laval et d'autres collaborateurs de premier plan.

Puis ce fut la carrière de haut magistrat que l'on connaît et qu'il exercera avec cette démarche humaniste qui sous-tendit son engagement résistant : substitut du procureur de la République de la Seine et chef de la 4^e section du Parquet, Premier juge d'instruction, Président de la 10^e chambre, conseiller à la Cour d'Appel, Président de la 2^e Chambre d'accusation et enfin Conseiller à la Chambre criminelle de la Cour de Cassation. Parmi d'autres participations à des commissions ministérielles ou interministérielles, mentionnons celle à la Commission d'Inspection des Centres de détention lors de la Guerre d'Algérie qui contribua à introduire un minimum d'humanité dans des structures dont ce n'était pas la caractéristique première.

Quand il prend sa retraite en 1979, Martial Larocque est depuis 16 ans déjà un responsable national de notre Association Nationale des Anciens Combattants

de la Résistance, dont il était membre depuis sa création et à laquelle il avait déjà apporté le concours de ses immenses compétences juridiques sur de nombreux dossiers délicats. Il sera Président pendant de nombreuses années de notre comité départemental du Val-d'Oise, il en était resté président honoraire.

En 1966, au congrès de Toulouse, il était devenu membre de notre Bureau National et en 1982, il avait accédé à la vice-présidence nationale de l'ANACR, contribuant à chaque réunion de nos instances de direction à clarifier des questions complexes ou à donner à certaines de nos prises de position la rigueur juridique nécessaire.

Certes, ces dernières années, les atteintes de la maladie l'avaient contraint à espacer ses participations, mais il ne manquait jamais de témoigner de sa fidélité à notre association. A la veille du congrès de Nevers, il avait manifesté son désir d'être placé à l'honorariat de nos instances de direction. Les amicales sollicitations de Robert Chambeiron, et de Charles Fournier-Bocquet l'avaient convaincu d'accepter d'être réélu vice-président national de l'ANACR. Hélas, les atteintes de la maladie ont contrecarré notre souhait, celui de compter Martial Larocque au premier rang des nôtres, ne serait-ce que jusqu'à notre prochain congrès.

De nombreuses décorations ont, ce n'est que justice, honoré toute une vie de dévouement au service de son pays et de la justice : la Légion d'honneur, dont il était officier, la Médaille de la Résistance, la Croix de VVR, celle du Combattant 1939-1945, celle de la valeur militaire avec étoile, l'Ordre du Mérite civil, les Palmes académiques...

Il nous laisse aussi à nous, ses camarades de combat, ses compagnons du Bureau National de l'ANACR, le souvenir d'un homme droit, courageux, rigoureux, fraternel, amical, d'un homme qui a pris sa place parmi tous ceux que nous pouvons montrer en exemple aux générations actuelles et futures en disant : "C'était un Résistant".

ROGER LAPOSTOLLE (SUITE DE LA PAGE 1)

Le 11 avril 1944, le maquis, qui a mené plusieurs opérations contre l'occupant, organisé des sabotages et des actions contre les collaborateurs notoires, est attaqué par 300 Allemands appuyés par des GMR. Le camp est détruit mais "Socrate" et ses hommes réussissent à décrocher. Vers la fin avril, désormais fort de 27 hommes les maquis s'installera sur la commune de Champvert, non loin de la ferme de Fond-Judas. C'est là qu'il échappera à nouveau à une attaque des Allemands, qui brûleront la ferme de Fond-Judas et assassineront son propriétaire, Paul Couture, dont le fils Raymond était allé prévenir les maquisards de "Socrate".

Se déplaçant sans cesse, les hommes de "Socrate", qui au fil des semaines se renforce, pour atteindre 82 hommes le 30 juin 1944, vont s'installer à la Charnière de la Nièvre et de la Saône-et-Loire, dans le Morvan. Fin juillet, ils sont 219. C'est là que le 10 août, tombera le capitaine Georges Leyton ("Socrate") auquel le chef départemental maquis Jean Longhi ("Granjean") donnera pour successeur le capitaine Piella.

Les maquis "Socrate", dont les effectifs vont croître à 708 hommes fin août, puis à 913 le 12 septembre, jour de la libération d'Autun, dans laquelle il joue un rôle important, aura perdu au total 26 hommes au combat.

Mais la guerre n'est pas terminée, et Roger Lapostolle s'engage pour la durée de la guerre et, au sein de la 1^{re} Armée française, il fera partie du 152^e RI, dans une section de voltigeurs des "Diables rouges". Il apprendra la capitulation nazie sur les bords du lac de Constance.

Redevenu civil, Roger Lapostolle sera pendant de longues années tourneur à l'usine Alfa-Laval de Nevers. Militant communiste, responsable syndicaliste de la métallurgie nivernaise, il devint un président respecté du Conseil départemental des Prud'hommes durant plusieurs années.

Elu en octobre 1982 secrétaire départemental

de l'ANACR, Roger Lapostolle assura cette responsabilité jusqu'à son décès. En 1984, il devint membre du Conseil National et en 1994, au Congrès de Vichy, membre du Bureau National, auquel il avait été réélu lors du Congrès de Nevers.

A sa famille, à ses amis, à ses camarades de combat, l'ANACR a, dans un communiqué signé du Président Chambeiron, dit toute l'estime qu'elle portait à Roger Lapostolle et sa reconnaissance pour ses efforts pour que se perpétuent les combats de la Résistance.

LE JOURNAL DE LA RÉSISTANCE

FRANCE D'ABORD

Rédaction - Administration
79, rue St-Blaise, 75020 Paris

REDACTION - ADMINISTRATION
79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS
Tél. : 01.44.64.80.60 - C.C.P. 4194-42 W.P.R.
e-mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS
France..... 9 €
Etranger..... 12 €
Abonnement de soutien..... 15 €
Le numéro..... 2 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE
Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Édité par la S.A.R.L. FRANCE D'ABORD
Le gérant : Jean FREIRE
Commission paritaire des Publications
et Agences de Presse - N° 1 155 D 73

Imprimerie Multi Inco Pro Photo
3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris
Tél. : 01.40.03.96.60